



# Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Ile-de-France

Dossier  
mensuel  
de  
conjoncture

**Direccte** Direction régionale des entreprises,  
de la concurrence, de la consommation,  
ÎLE-DE-FRANCE du travail et de l'emploi

4 mars 2014

# Présentation

- *Ce diaporama vous est adressé en début de mois.*
- *Il présente, sous forme de graphiques et de commentaires synthétiques, les évolutions les plus récentes de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques*
- *Ce document a vocation à compléter, sur un champ plus large, notre publication mensuelle commune avec Pôle emploi sur le marché du travail en Île-de-France, diffusée quelques jours auparavant.*
- *Vous continuerez à recevoir, par ailleurs, notre publication trimestrielle « Bref Île-de-France » qui propose des analyses plus détaillées sur le fonctionnement du marché du travail francilien.*
- *N'hésitez pas à nous adresser par courriel vos remarques sur ce diaporama :*

*[dr-idf.statistiques@direccte.gouv.fr](mailto:dr-idf.statistiques@direccte.gouv.fr)*

- **Prochaine édition** de la synthèse mensuelle sur le marché du travail et l'emploi en Île-de-France : 4 avril 2014.

# SOMMAIRE

## ◆ *Synthèse régionale*

- *Page 4*

## ◆ *Marché du travail*

- *Page 5 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois*
- *Page 6 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par département*
- *Page 7 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par sexe*
- *Page 8 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par âge*
- *Page 9 : demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an et bénéficiaires du RSA*
- *Page 10 : flux d'entrées et de sorties de Pôle emploi*
- *Page 11 : taux de chômage (Insee)*

## ◆ *Emploi*

- *Page 12 : offres d'emploi confiées à Pôle emploi*
- *Page 13 : évolution récente de l'intérim*
- *Page 14 : évolution récente de l'emploi salarié*

## ◆ *Accompagnement des mutations économiques*

- *Page 16 : activité partielle*
- *Page 17 : procédures de licenciement collectif*

# Synthèse régionale

## *MARCHE DU TRAVAIL*

En janvier 2014, le nombre d'inscrits à Pôle emploi n'ayant eu aucune activité (cat. A) a diminué en Ile-de-France (-0,1%, données CVS), alors qu'il augmentait en France métropolitaine (+0,3%). A l'inverse, si on inclut les demandeurs d'emploi ayant eu une activité réduite (cat. ABC), le nombre d'inscrits a crû de +0,8% dans la région, contre +0,5% en France métropolitaine.

Sur un an, la hausse en catégorie ABC a été de +6,5 % en Île-de-France, contre +5,3 % en France métropolitaine.

Tous les départements franciliens ont vu leur nombre de demandeurs d'emploi en catégorie ABC croître, particulièrement le Val d'Oise où la hausse dépasse 2 % sur trois mois. Paris et la Seine-et-Marne ont connu, sur trois mois, des évolutions plus modérées, inférieures à la hausse nationale de 1%.

La demande d'emploi des jeunes franciliens a peu évolué : leur nombre est au même niveau qu'au printemps 2013. Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans inscrits en catégorie ABC a augmenté de +1,1 % dans la région et baissé de -0,3 % en France métropolitaine. Le nombre de demandeurs d'emploi de 50 ans ou plus a poursuivi son augmentation sans faiblir.

Au troisième trimestre 2013, le taux de chômage francilien représente 9,2 % de la population active.

## *EMPLOI*

L'intérim a progressé en novembre 2013 dans l'industrie, la construction et certaines activités tertiaires.

L'emploi salarié marchand est resté stable (+0,0%) dans la région au troisième trimestre 2013. Sur un an, la baisse continue de l'emploi salarié dans l'industrie est compensée par la bonne tenue de la construction et le maintien du niveau de l'emploi dans le secteur tertiaire marchand.

## *MUTATIONS ECONOMIQUES*

Moins de 500 000 heures d'activité partielle ont été autorisées en janvier 2014, mais on observe encore quelques demandes importantes dans la construction. 38 procédures de licenciement collectif, notifiées à la Direccte au mois de janvier, menacent 24 300 emplois.

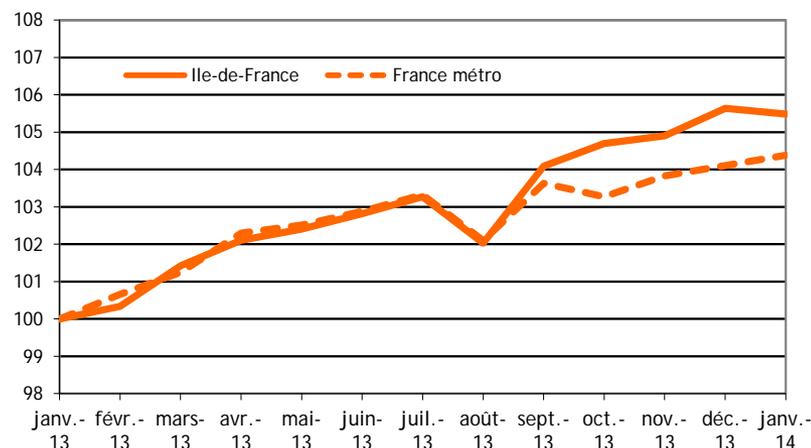
# Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de janvier 2014

□ En janvier 2014, la demande d'emploi de catégorie A a diminué en Île-de-France de -0,1% après correction des variations saisonnières. Elle a augmenté de +0,3 % en France métropolitaine.

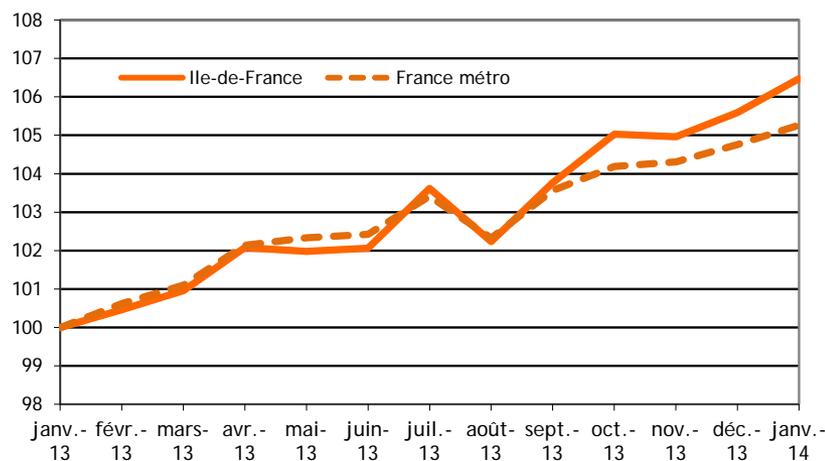
□ En catégorie ABC, le nombre de demandeurs d'emploi enregistrés a augmenté de +0,8 %, dans la région et de +0,5% en France métropolitaine.

□ L'augmentation sur un an en catégorie A se trouve ramenée à +5,5% en Île-de-France et à +4,4% en France métropolitaine. En catégorie ABC, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté en un an de +6,5%, contre +5,3% en France métropolitaine.

Evolution Ile-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A (données CVS - Indice 100 en janvier 2013)



Evolution Ile-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie ABC (données CVS - Indice 100 en janvier 2013)



Janvier 2014	Île-de-France	France	Variation sur un mois (%)		Variation sur un an (%)	
			Île-de-France	France	Île-de-France	France
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	623 900	3 316 200	-0,1	0,3	5,5	4,4
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	874 210	4 929 900	0,8	0,5	6,5	5,3

# Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de janvier 2014

En janvier 2014, tous les départements franciliens sauf le Val-d'Oise et le Val-de-Marne ont connu une baisse du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A (entre -0,0% dans les Hauts-de-Seine et -0,9% en Seine-et-Marne). Au contraire, en catégorie ABC, tous les départements ont enregistré une augmentation (entre +0,5% dans les Yvelines et +1,2% dans le Val-d'Oise).

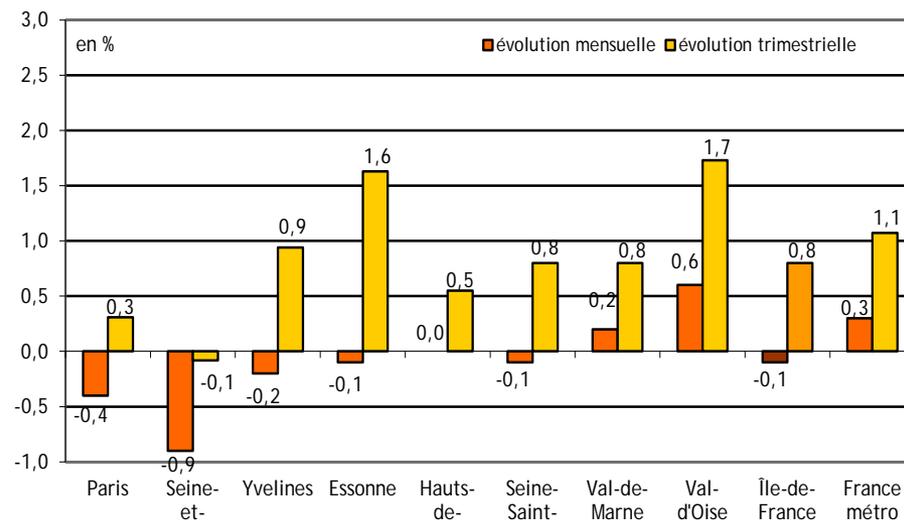
Sur trois mois, tous les départements ont connu une augmentation du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A et ABC (à l'exception de la Seine-et-Marne en catégorie A uniquement).

La croissance du nombre d'inscrits a été élevée dans le Val-d'Oise, où elle a dépassé +2% sur 3 mois en catégorie ABC.

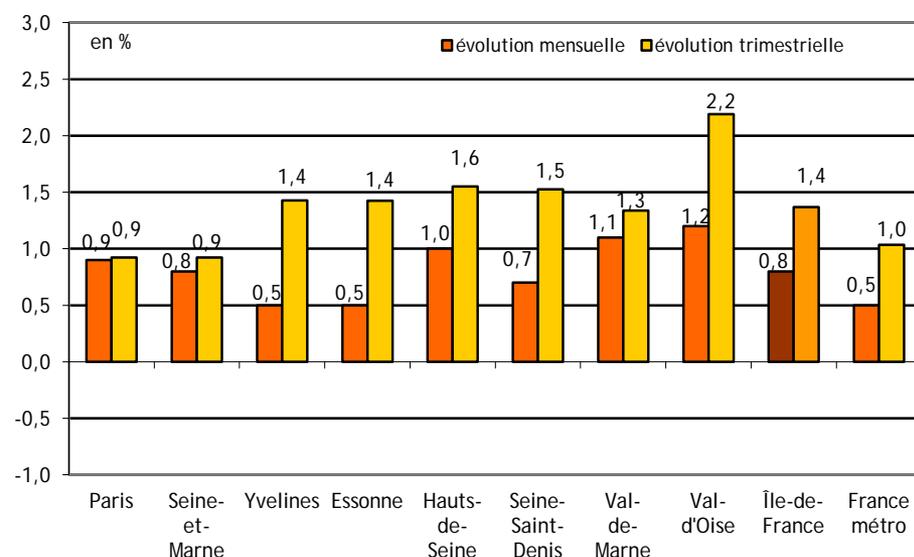
Seuls Paris et la Seine-et-Marne ont enregistré des augmentations trimestrielles inférieures à la hausse nationale de +1% en catégorie ABC.

CVS	cat. A	évolution mensuelle	cat. ABC	évolution mensuelle
Paris	126 960	-0,4	189 250	0,9
Seine-et-Marne	61 440	-0,9	87 640	0,8
Yvelines	59 060	-0,2	82 370	0,5
Essonne	53 620	-0,1	75 460	0,5
Hauts-de-Seine	74 960	0,0	104 090	1,0
Seine-Saint-Denis	110 750	-0,1	148 370	0,7
Val-de-Marne	69 480	0,2	94 670	1,1
Val-d'Oise	67 630	0,6	92 360	1,2
<b>Île-de-France</b>	<b>623 900</b>	<b>-0,1</b>	<b>874 210</b>	<b>0,8</b>
France métropolitaine	3 316 200	0,3	4 929 900	0,5

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie A, données CVS)



Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS)

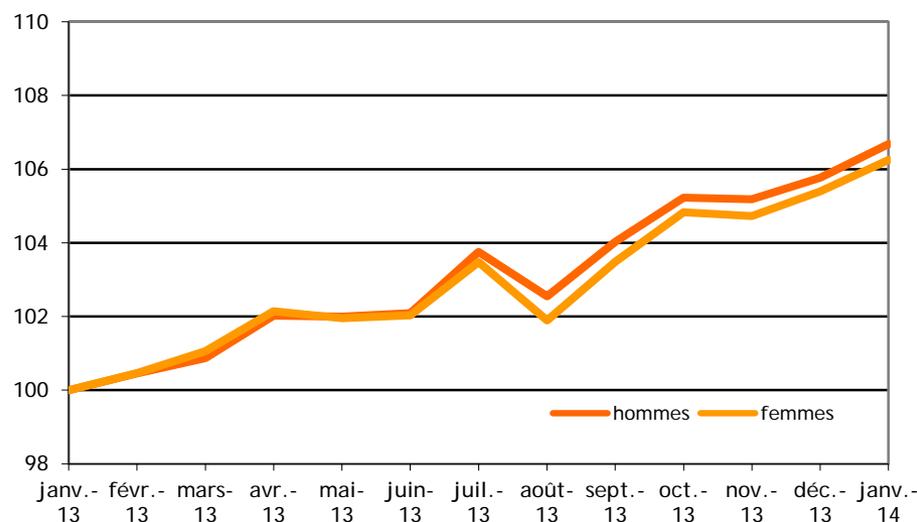


# Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de janvier 2014

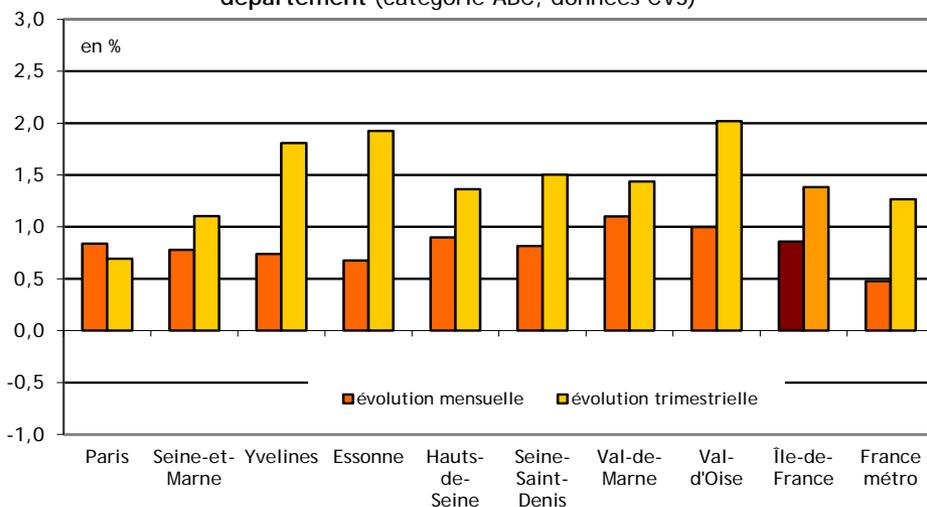
## La demande d'emploi selon le sexe (catégorie ABC)

- La demande d'emploi des franciliennes a augmenté en janvier 2014 de +0,8% tandis que celle des hommes croissait de +0,9%.
- Sur les trois derniers mois, le nombre de demandeuses d'emploi a augmenté plus vite que celui des hommes à Paris, dans les Hauts-de-Seine et le Val-d'Oise.
- A l'inverse, en Essonne, dans les Yvelines et en Seine-et-Marne, comme en France métropolitaine, la demande d'emploi des femmes a crû moins fortement sur trois mois que celle des hommes.

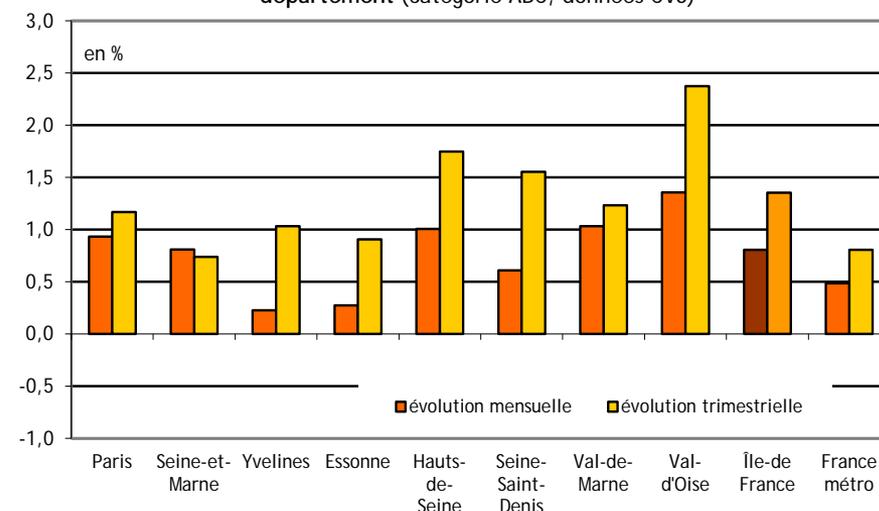
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon le sexe (catégorie ABC, données CVS - indice 100 janvier 2013)



Évolution du nombre d'hommes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Évolution du nombre de femmes inscrites en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS)

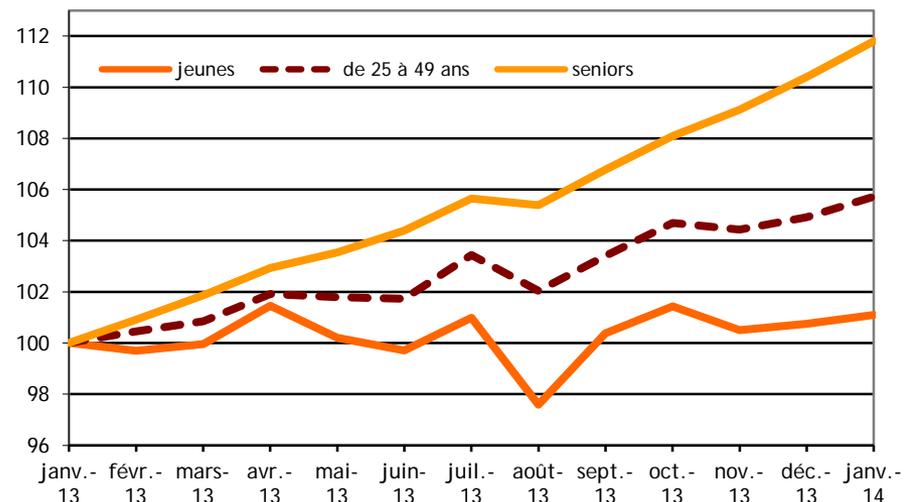


# Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de janvier 2014

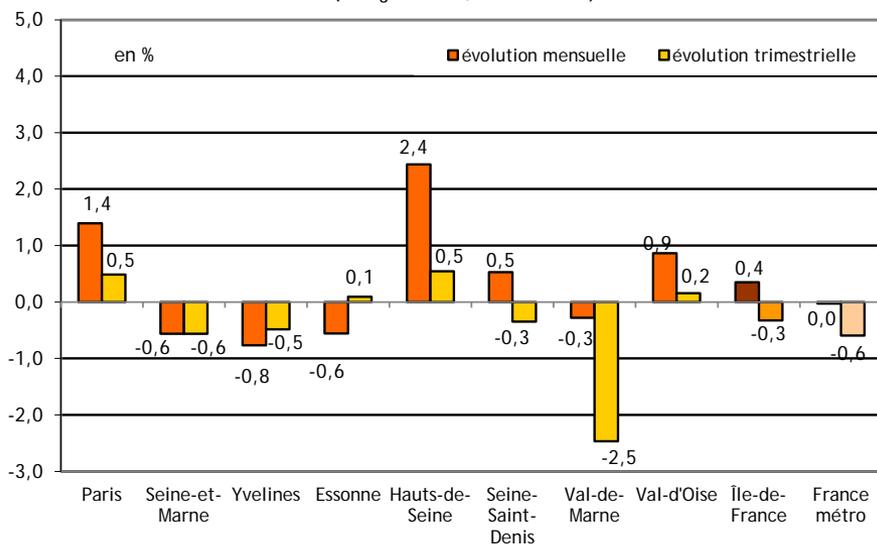
## La demande d'emploi selon l'âge (catégorie ABC)

- Le nombre de jeunes inscrits à Pôle emploi est en hausse de +0,4% en janvier 2014 dans la région. Sur trois mois, ce nombre a diminué en Île-de-France de -0,3%, contre -0,6% en France métropolitaine.
- Au cours des trois derniers mois, le nombre de jeunes demandeurs d'emploi a augmenté entre +0,1% et +0,5% en Essonne, dans le Val-d'Oise, les Hauts-de-Seine et à Paris ; les autres départements ont connu une diminution de ce nombre comprise entre -0,3% et -0,6%, à l'exception du Val-de-Marne qui a enregistré une baisse plus prononcée.
- Le nombre de demandeurs d'emploi âgés de 50 ans ou plus a poursuivi son augmentation linéaire en Île-de-France (+1,3 %) comme en France métropolitaine.

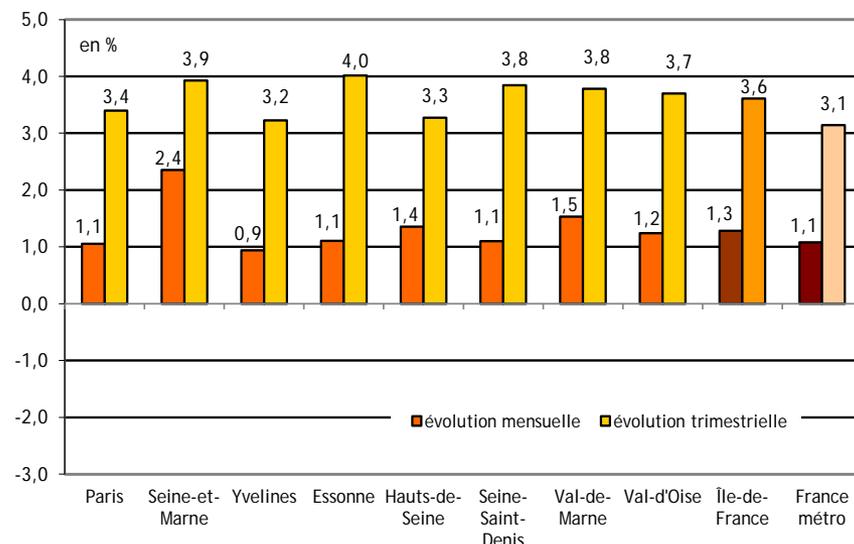
Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois selon l'âge (catégorie ABC, données CVS - indice 100 janvier 2013)



Evolution du nombre de jeunes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Evolution du nombre de seniors inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)

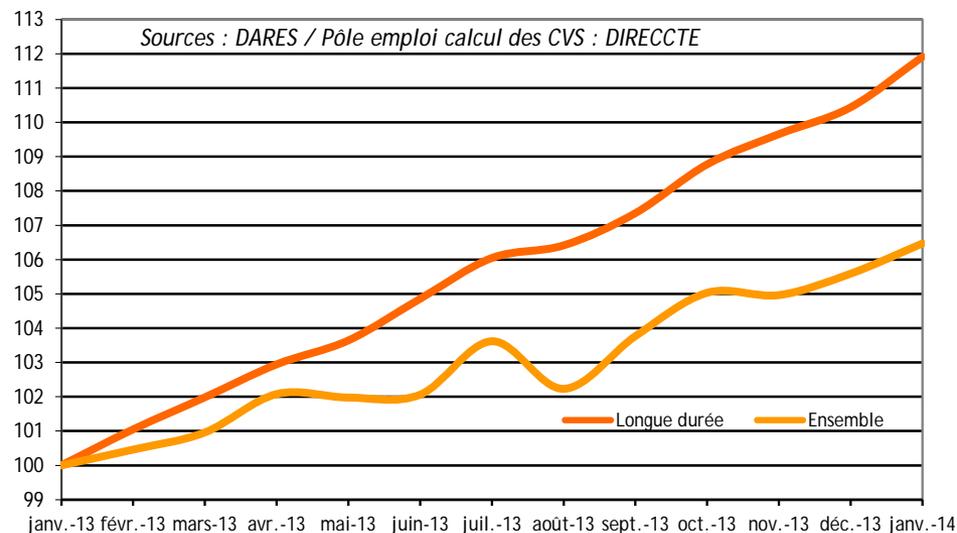


# Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de janvier 2014

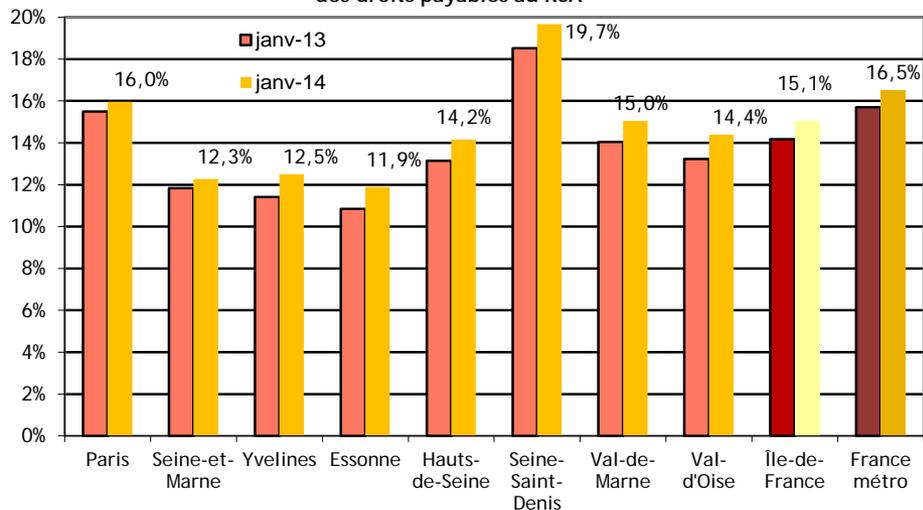
## Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA

- A un rythme qui ne ralentit pas, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an a progressé en Île-de-France de +1,3 % en janvier 2014.
- Sur un trimestre, la demande d'emploi de longue durée a encore augmenté de +2,9 % dans la région.
- En évolution annuelle, le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée a crû de +11,9%, contre +3% pour ceux inscrits depuis moins d'un an.
- 41 % des demandeurs d'emploi franciliens sont inscrits depuis un an ou plus.
- 15% sont bénéficiaires du RSA. Cette proportion atteint presque 20% en Seine-Saint-Denis.

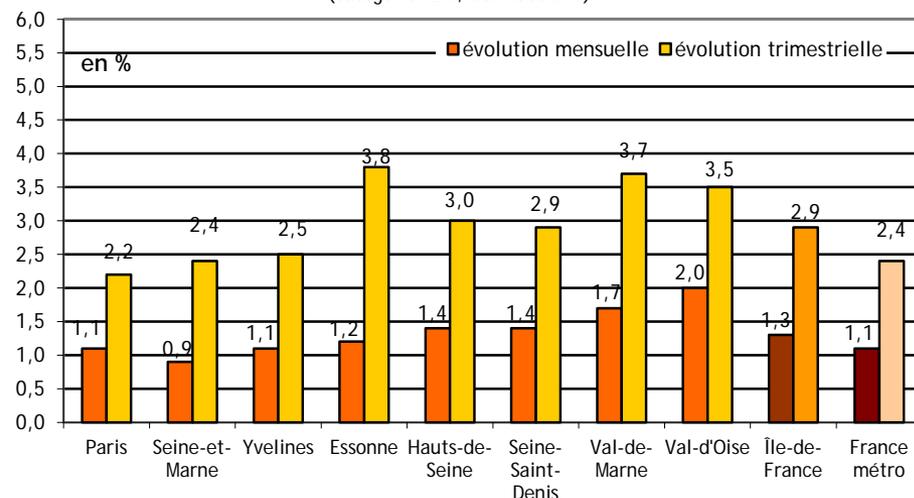
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits depuis plus d'un an (catégorie ABC, données CVS - indice 100 janvier 2013)



Part des demandeurs d'emploi (ABC) ayant des droits payables au RSA



Évolution du nombre d'inscrits depuis plus d'un an, par département (catégorie ABC, données CVS)

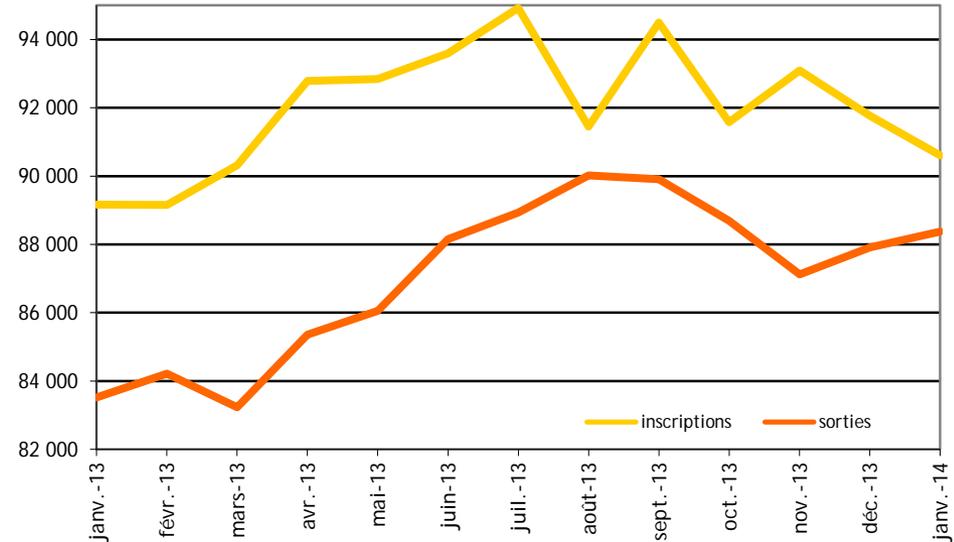


# Les entrées et les sorties à la fin du mois de janvier 2014

## Les entrées et les sorties de Pôle emploi

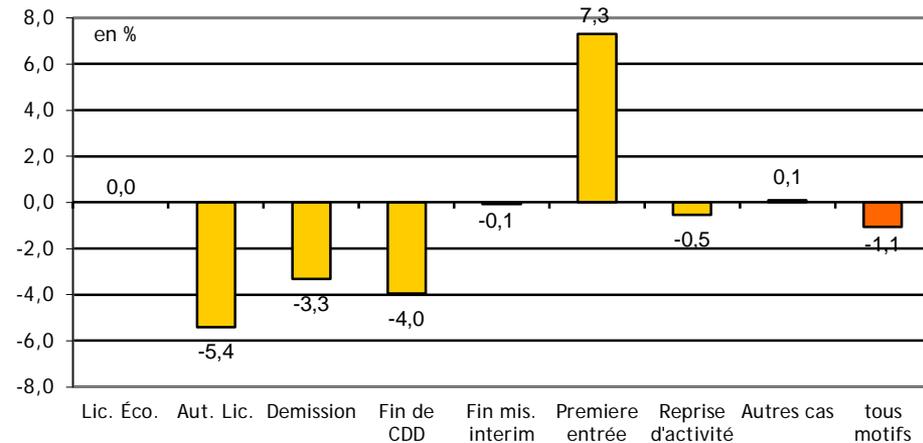
- Le nombre d'entrées à Pôle emploi en Île-de-France a augmenté en janvier 2014 mais diminué en moyenne sur trois mois.
- Le nombre de sorties a un peu augmenté. Le nombre total de mouvements est stable autour de 180 000 par mois depuis 10 mois.
- Parmi les motifs d'entrée, la rubrique « autres cas » concerne 45 % des inscriptions, parmi lesquelles 6% font suite à des ruptures conventionnelles. Par rapport au trimestre précédent, seules les premières entrées (9% des motifs d'inscription au total) ont augmenté. Les entrées suite à licenciement (qui représentent 14% des motifs) ont diminué sur trois mois glissants, ainsi que celles pour fin de CDD (20% des motifs).
- Du côté des sorties, les cessations d'inscription pour défaut d'actualisation représentent aussi 45% des motifs, ce qui limite la portée de leur analyse. Sur trois mois glissants, les reprises d'emploi déclarées (17% des motifs) et les radiations administratives ont augmenté.

Évolution des entrées et des sorties de Pôle emploi en Ile-de-France, au cours des douze derniers mois (données CVS, moyenne trimestrielle)



sources : DARES / Pôle emploi / calcul des CVS : DIRECCTE / SESE

Evolution trimestrielle des entrées à Pôle emploi en Ile-de-France, par principaux motifs (données CVS moyenne trimestrielle)



sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

# Le taux de chômage au 3<sup>ème</sup> trimestre 2013

□ Au troisième trimestre 2013, le taux de chômage francilien s'est établi à 9,2 % de la population active (valeur moyenne sur l'ensemble du trimestre) selon les estimations de l'Insee, en hausse de 0,1 point par rapport au deuxième trimestre. En France métropolitaine, il a également augmenté de 0,1 point, à 10,5 % de la population active.

□ Ce taux atteint un niveau qui n'avait pas été observé dans la région depuis le premier trimestre 1999.

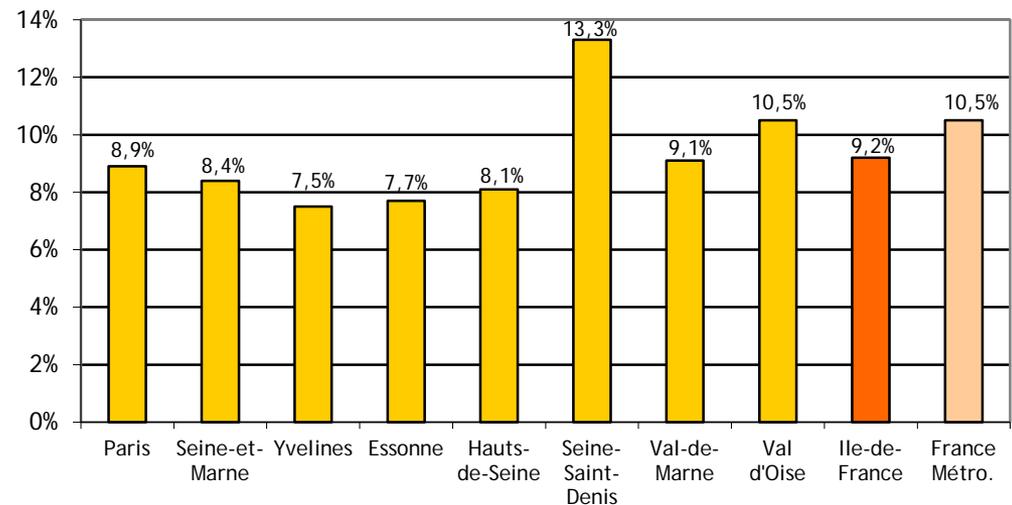
□ La progression annuelle du taux de chômage en Île-de-France (+0,6 point) a été la même que celle observée sur l'ensemble du territoire ; le taux francilien demeure ainsi inférieur de 1,3 point au taux national (hors DOM).

□ Le taux de chômage a très peu varié dans tous les départements franciliens ce trimestre.

□ Pour le troisième trimestre consécutif, la Seine-Saint-Denis et le Val-d'Oise ont connu une augmentation annuelle plus forte que la moyenne francilienne. Ces deux départements confirment être davantage affectés par la dégradation du marché du travail.

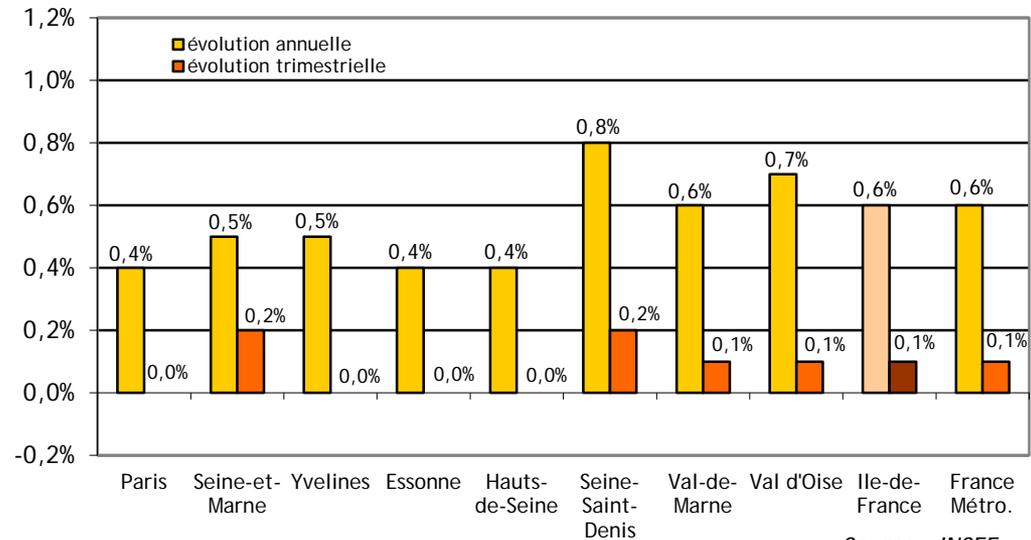
□ Paris, les Hauts-de-Seine et les Yvelines ont connu les progressions du taux de chômage les plus faibles depuis 2008.

Taux de chômage localisé au 3<sup>ème</sup> trimestre 2013



Source : INSEE

Evolution du taux de chômage localisé au 3<sup>ème</sup> trimestre 2013

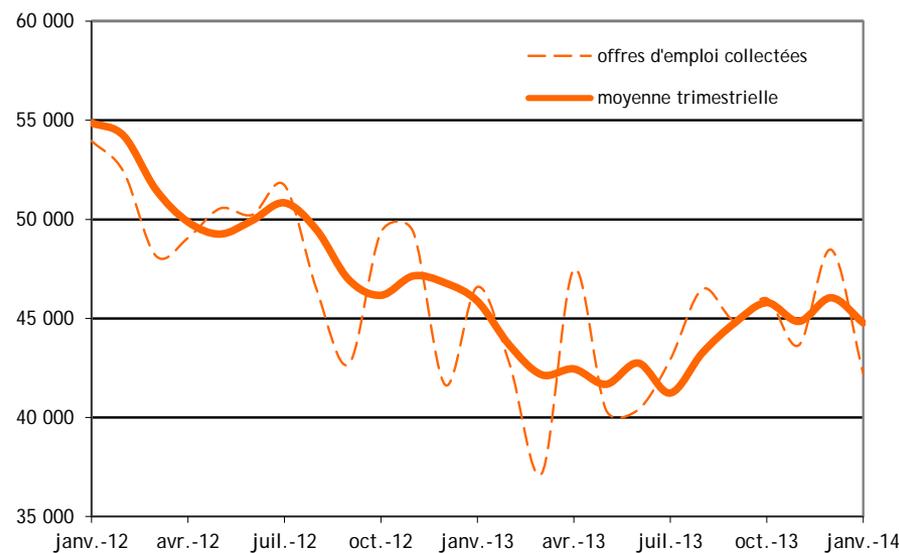


Source : INSEE

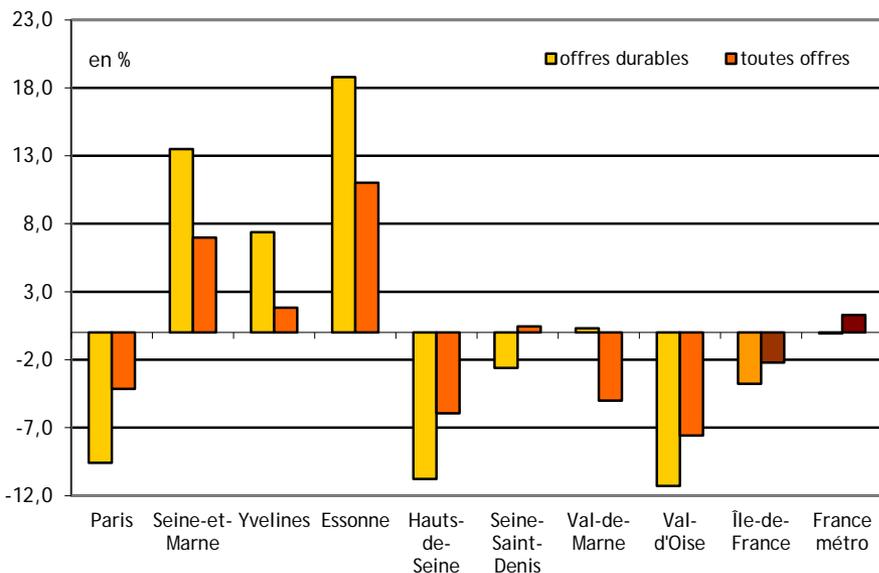
# Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi à fin janvier 2014

- En janvier 2014, 42 210 offres d'emploi ont été collectées par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS) dont 24 890 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois).
- En rythme trimestriel, le nombre d'offres d'emploi collectées dans la région est en diminution.
- En France métropolitaine, la collecte d'offres d'emploi a un peu augmenté sur trois mois, pour les offres d'emplois non durables uniquement.

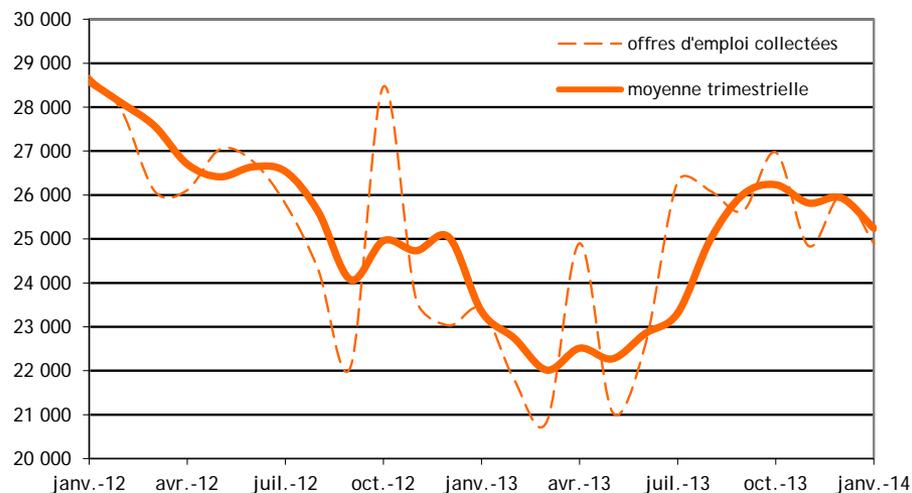
Évolution du nombre total d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi depuis janvier 2012 (données CVS)



Évolution du nombre d'offres d'emploi enregistrées au cours des 3 derniers mois, par rapport aux 3 mois précédents (données CVS)



Évolution du nombre d'offres d'emploi durables confiées à Pôle emploi depuis janvier 2012 (données CVS)



# L'intérim à fin novembre 2013

❑ En Ile-de-France, 262 500 contrats d'intérim ont été signés au mois de novembre 2013, soit une moyenne journalière de 92 700 emplois en équivalent temps plein (EETP, données corrigées des variations saisonnières).

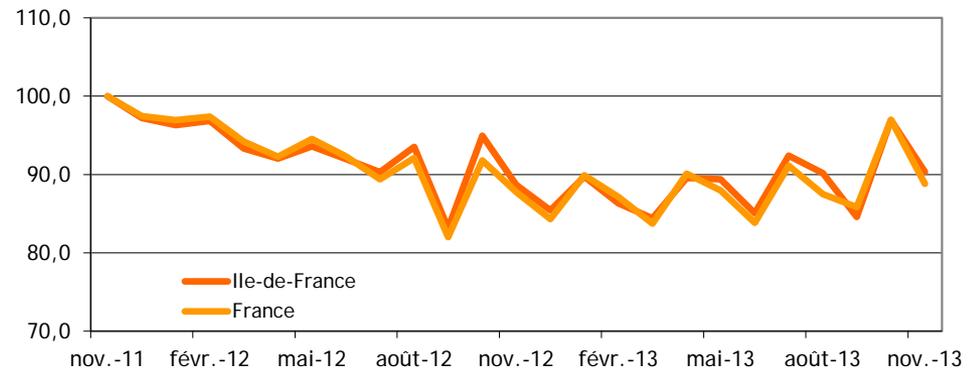
❑ Le nombre de contrats signés a augmenté, contrairement au nombre d'intérimaires en EETP qui a baissé en novembre par rapport au mois précédent. En moyenne, sur les trois derniers mois, la hausse du nombre d'intérimaires est de +1,6% par rapport aux trois mois précédents.

❑ L'utilisation de l'intérim dans l'industrie progresse : +2,9% ces trois derniers mois par rapport aux trois précédents, en particulier dans la métallurgie (+11,3%).

❑ La construction enregistre également une hausse (+1,6% en données CVS).

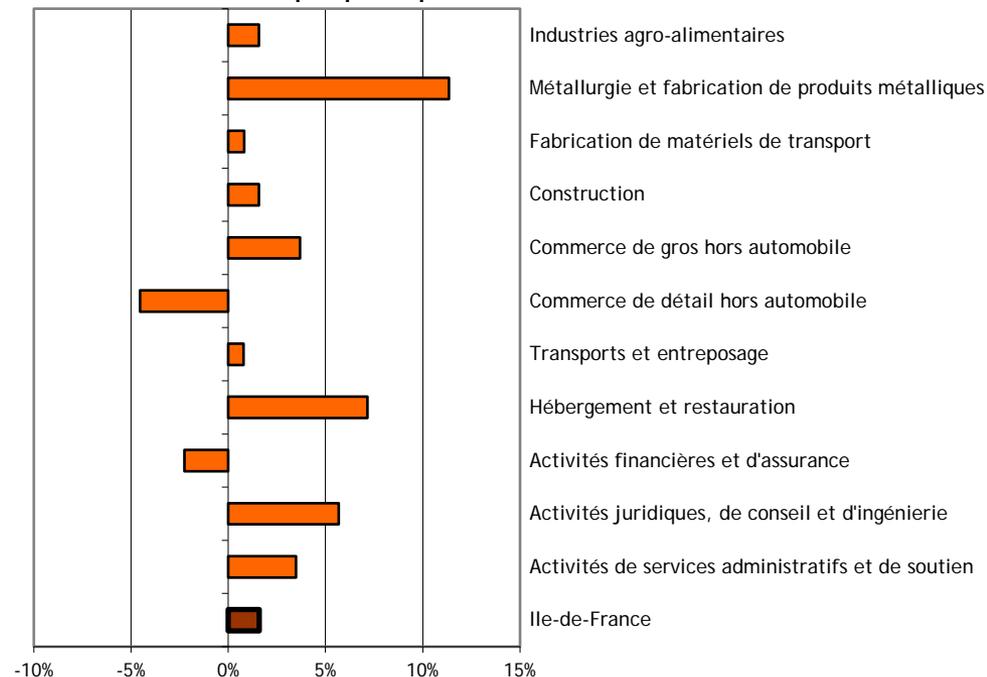
❑ Le rythme est moins soutenu pour l'intérim dans le tertiaire (+1,1%), avec des différences entre les principaux secteurs : les plus fortes hausses sont enregistrées par l'hébergement et la restauration (+7,2%), les activités juridiques, de conseil et d'ingénierie (+5,7%), le commerce de gros (+3,7%) et les activités de services administratifs et de soutien (+3,5%) ; le commerce de détail (-4,5%) et les activités financières (-2,2%) ont connu des baisses.

Evolution du nombre moyen d'intérimaires en EETP  
(données CVS/CJO - base 100 à fin novembre 2011)



Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE-SESE

Evolution trimestrielle du nombre moyen d'intérimaires en EETP  
par principaux secteurs d'activité



Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE / SESE

# L'emploi salarié au 3<sup>ème</sup> trimestre 2013

□ Au troisième trimestre 2013, comme aux deux précédents, le nombre d'emplois salariés est resté stable en Île-de-France dans les secteurs principalement marchands (+0,0%), selon les estimations provisoires de l'Insee. En France métropolitaine, il a continué à diminuer (-0,1%).

□ La baisse amorcée au second semestre 2012 est donc arrêtée dans la région mais l'emploi francilien reste inférieur à son niveau d'avant 2008.

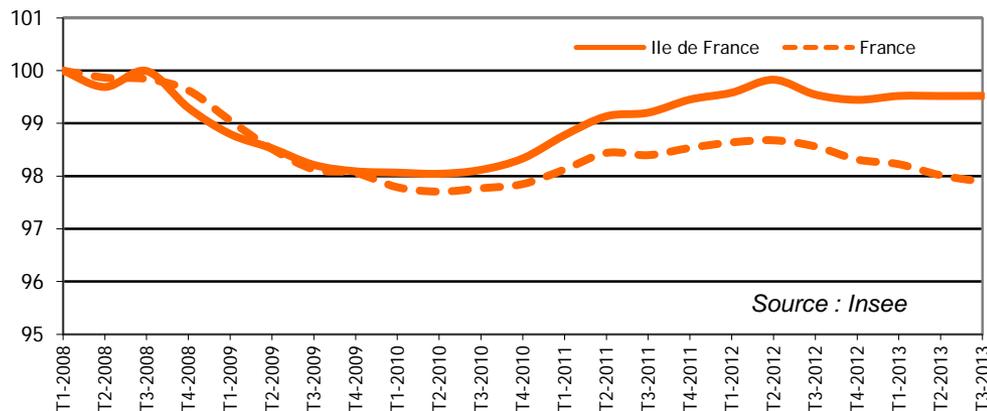
□ A Paris, l'emploi salarié marchand a gagné plus de 5 000 postes ce trimestre. La Seine-et-Marne en a perdus plus de 4 000 et les Yvelines près de 2000.

□ Sur un an, l'évolution de l'emploi salarié francilien est stable (-0,0 %). Au niveau national, l'emploi a reculé de -0,7 % en un an.

□ En rythme annuel, l'évolution de l'emploi salarié marchand ne peut pas être analysée dans le Val-d'Oise, la Seine-et-Marne et la Seine-Saint-Denis en raison des modifications dans la comptabilisation des emplois qui ont eu lieu entre ces 3 départements dans la zone aéroportuaire de Roissy au second semestre 2012.

□ Sur un an, le Val-de-Marne et les Hauts-de-Seine ont gagné chacun 2 500 emplois tandis que les Yvelines en ont perdus autant.

Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands, depuis le 1<sup>er</sup> trimestre 2008 (données CVS)



Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

Evolution de l'emploi salarié dans les activités marchandes par département (données CVS)	Nombre d'emplois au 3 <sup>ème</sup> trimestre 2013	Evolution trimestrielle (par rapport au 2 <sup>ème</sup> trimestre 2013)		Evolution annuelle (par rapport au 3 <sup>ème</sup> trimestre 2012)	
		Niveau	%	Niveau	%
Paris	1 285 103	5 152	0,4	-167	0,0
Seine-et-Marne	298 945	-4 163	-1,4	ns	ns
Yvelines	373 754	-1 914	-0,5	-2 475	-0,7
Essonne	297 458	-586	-0,2	-954	-0,3
Hauts-de-Seine	812 330	476	0,1	2 471	0,3
Seine-Saint-Denis	392 425	445	0,1	ns	ns
Val-de-Marne	354 670	860	0,2	2 634	0,7
Val-d'Oise	262 709	-194	-0,1	ns	ns
<b>Ile-de-France</b>	<b>4 077 394</b>	<b>76</b>	<b>0,0</b>	<b>-993</b>	<b>0,0</b>
France métropolitaine	15 525 300	-19 600	-0,1	-106 400	-0,7

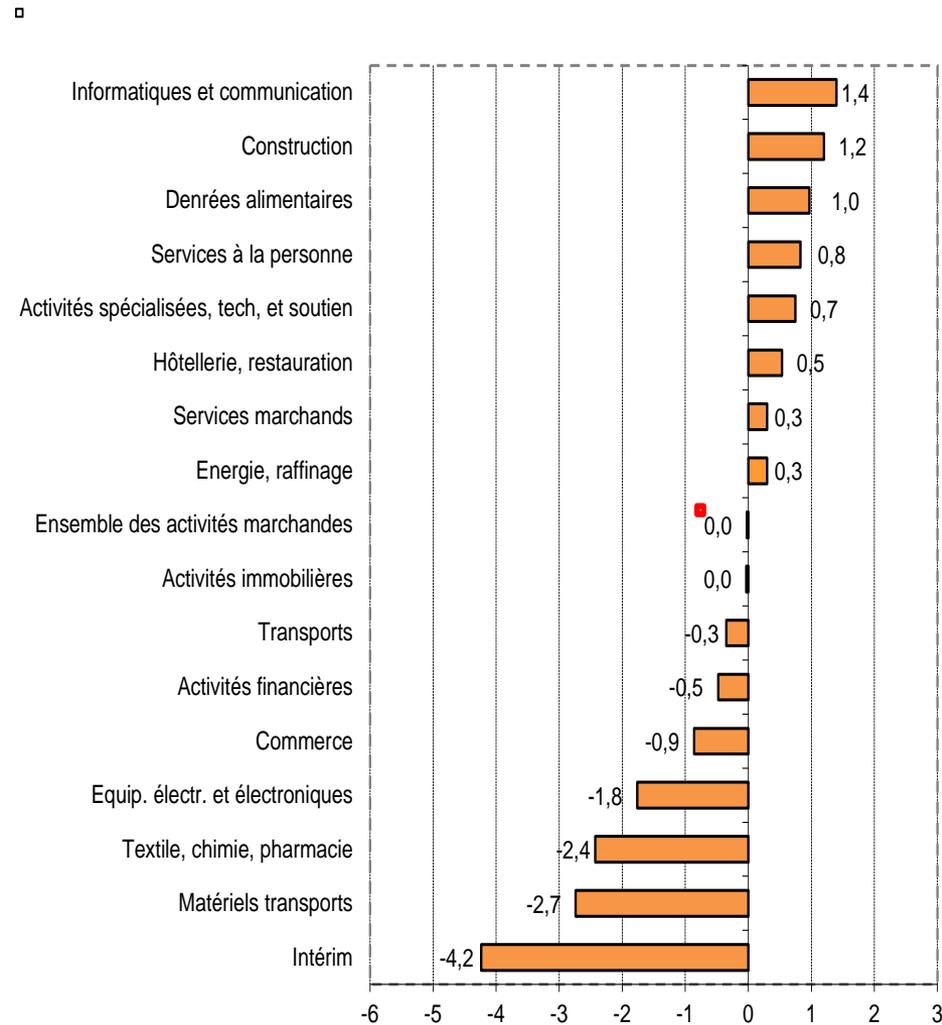
# L'emploi salarié au 3ème trimestre 2013

□ Au troisième trimestre, le nombre d'emplois a continué à diminuer dans l'industrie dans la région (-0,7%) et a été stable dans la construction et le commerce (-0,1% ce trimestre). C'est le gain de plus de 4 000 emplois dans les services marchands (+0,2 %) qui a permis le maintien de l'emploi salarié francilien.

□ En un an, la construction a malgré tout créé plus de 3 000 emplois dans la région. Le commerce en a perdu près de 6 000, et l'industrie 7 000 (notamment dans le secteur textile, chimie, pharmacie).

□ Dans les services marchands, l'informatique et communication, et, dans une moindre mesure, les services spécialisés, les services à la personne et l'hôtellerie restauration, ont créé 15 000 emplois sur un an. Dans le même temps, l'intérim, les activités financières et les transports en ont supprimés plus de 6 000.

Évolution annuelle en % de l'emploi salarié en Île-de-France entre le 3ème trimestre 2012 et le 3ème trimestre 2013, dans les principaux secteurs d'activité marchands (données CVS)



Source : INSEE - estimations trimestrielles d'emploi

# L'activité partielle en janvier 2014

En janvier 2014, 133 demandes d'autorisations d'activité partielle ont été adressées à la Direccte.

Le volume d'heures d'activité partielle autorisées atteint 466 000 heures. Ce volume est en baisse de près de 20 % par rapport à la moyenne mensuelle de l'année 2013 (576 000).

Les Hauts-de-Seine et les Yvelines concentrent près de la moitié des heures d'activité partielle autorisées en janvier dernier.

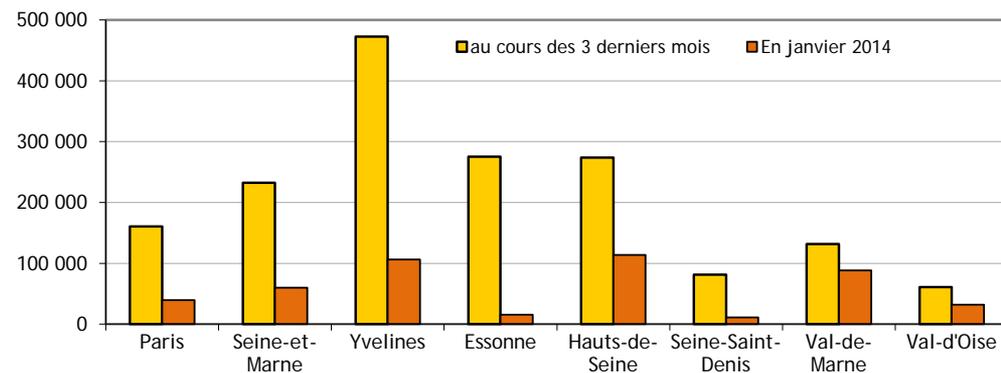
Le Val-de-Marne et la Seine-et-Marne concentrent respectivement 19 % et 13 % des heures demandées sur l'Ile-de-France.

L'industrie manufacturière est à l'origine de plus de 172 000 heures réparties en 29 demandes.

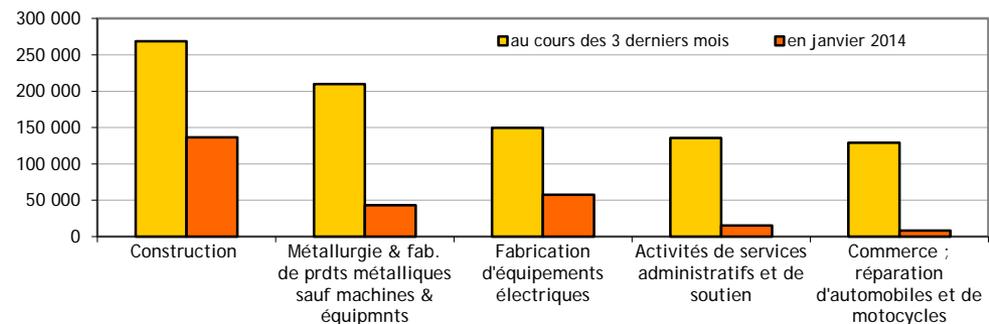
Le secteur de la construction a obtenu des autorisations pour 136 000 heures ce mois-ci. La moitié de ces heures concerne un établissement du Val-de-Marne constructeur de routes et autoroutes.

\* L'autorisation administrative de recours à l'activité partielle, suspendue le 15 mars 2012, a été rétablie le 22 novembre 2012.

Heures autorisées par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées

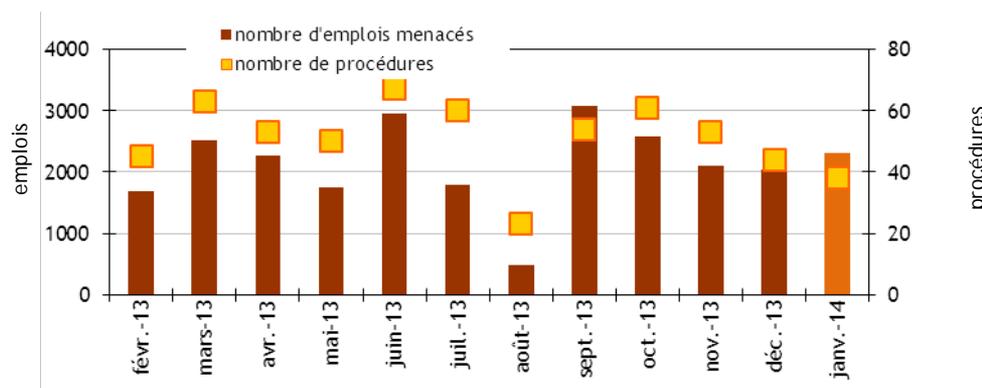


Répartition par territoire gestionnaire	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations en janvier	133	28	14	26	8	16	10	9	22
cumul 2014	133	28	14	26	8	16	10	9	22
Heures associées en janvier	465 891	39 676	59 660	106 138	15 503	113 542	11 011	88 528	31 833
cumul 2014	465 891	39 676	59 660	106 138	15 503	113 542	11 011	88 528	31 833
Salariés concernés en janvier	3 188	129	174	1 905	70	533	32	243	102
cumul 2014(sans doubles comptes)	3 188	129	174	1 905	70	533	32	243	102

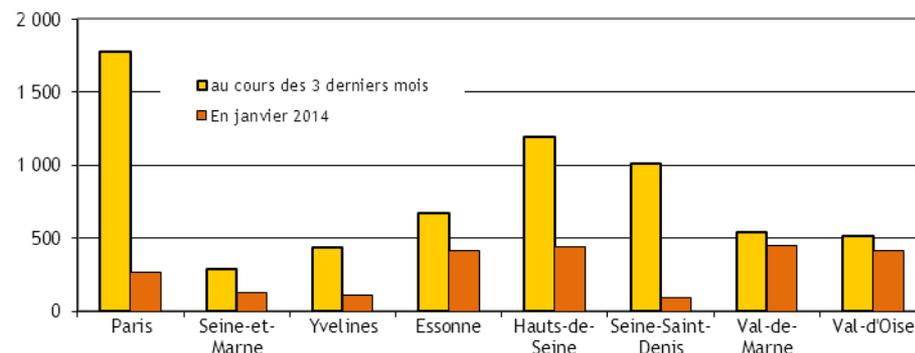
# Les procédures de licenciement collectif en janvier 2014

- En janvier, 38 procédures concernant 2 305 emplois ont été notifiées aux services de la Direccte.
- Parmi ces emplois, 336 seront perdus pour cause de liquidations judiciaires.
- Le nombre d'emplois menacés reste élevé, un peu supérieur à la moyenne constatée sur l'année 2013.
- Ce mois-ci, trois départements sont plus affectés que les autres en proportion de leur emploi local, il s'agit du Val-d'Oise, de l'Essonne et du Val-de-Marne. Ces trois départements cumulent 55 % des emplois menacés.
- En proportion de son emploi francilien, le secteur qui concentre le plus de postes menacés est celui de l'industrie pharmaceutique. Ce secteur a déjà perdu un nombre conséquent d'emplois depuis 2008.
- Le secteur du transport est également très fortement affecté. Il subit en effet une procédure de redressement judiciaire menaçant 530 emplois dans plusieurs établissements d'une grande entreprise de transport.

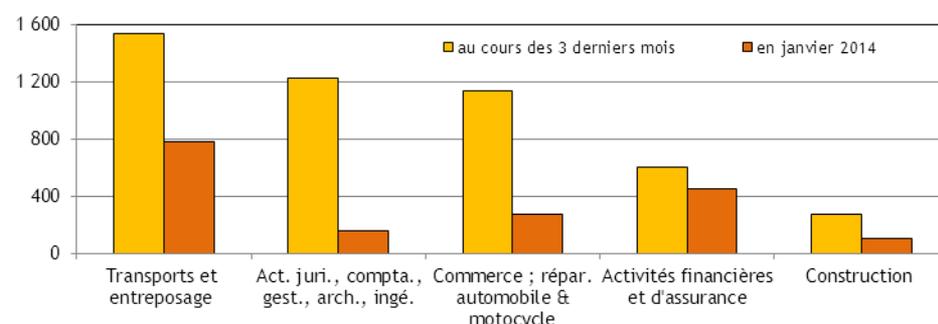
Emplois menacés et procédures au cours des 12 derniers mois



Emplois menacés par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'emplois menacés



Répartition par territoire impacté	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Procédures en janvier	38	5	4	4	4	9	2	6	4
cumul 2014	38	5	4	4	4	9	2	6	4
Salariés concernés	2 305	264	129	105	415	436	94	445	417
cumul 2014	2 305	264	129	105	415	436	94	445	417